

## LES WADDINGTON

### Une dynastie de cotonniers en Eure-et-Loir, 1791-1961

Geneviève DUFRESNE-SEURRE,  
Société archéologique d'Eure-et-Loir,  
2011, 414 p., 40 €  
(SAEL, 1, rue Jehan-Pocquet  
28000-Chartres)



Le fondateur de la dynastie, Henri Sykes  
(Pastel, col. particulière)

Publiée près de 20 ans après sa soutenance, la thèse de notre amie Geneviève s'est à la fois allégée (323 p. de texte) et enrichie de nombreuses photos des acteurs et des lieux, qui lui donnent un incontestable attrait. Elle y suit de génération en génération, à l'aide d'une documentation privée exceptionnelle, à laquelle elle a pu naguère avoir accès, les nombreux descendants du pasteur Joshua Waddington (généalogie en annexe), héritiers du fondateur de la filature de Saint-Rémy-sur-Avre, l'anglo-hollandais Henri Sykes (p.35-47). Les plus connus sont évidemment William-Henry (1826-1894), trois fois ministre de l'Instruction publique, ministre des Affaires étrangères (lors du Congrès de Berlin, 1878) et président du Conseil en 1879, et son jeune frère Richard (1838-1913), député et sénateur, président de la chambre de commerce de Rouen (où la famille s'est installée dès 1820), dirigeant paternaliste des Ets Waddington lors des cérémonies du Centenaire (1892, p.273-275). Mais elle décrit aussi minutieusement les usines successives (ancienne filature, 1792, incendiée en 1850 et reconstruite, filature de l'Isle, 1823, tissage de Mocdieu, à Nonancourt, 1833, tissage de la Pacqueterie, 1853) et leur transformation, et là n'est pas le moindre intérêt

de ce travail, qui n'ignore d'ailleurs ni l'équipement (l'énergie motrice hydraulique bien avant la vapeur, adoptée seulement en 1843 ; le rôle pionnier de l'Angleterre dans le choix des machines à filer), ni les relations avec la force de travail (les contingents d'enfants sous le Directoire, et encore longtemps après, les maisons ouvrières, la société de secours mutuels de 1824, la crèche et le dispensaire du temps de Richard, et la tradition des grands banquets « conciliateurs » jusqu'en mai 1930), à la veille de la crise fatale à l'entreprise familiale. Comme le souligne Louis Bergeron dans sa préface, au delà d'une monographie d'entreprise, c'est à une relecture de l'histoire de l'industrie française que nous invite Geneviève Dufresne.

Serge Chassagne

## PATRIMOINE INDUSTRIEL ET TECHNIQUE

### Perspectives et retour sur 30 ans de politiques publiques au service des territoires

Marina GASNIER, Editions Lieux Dits,  
2011. 304 p. 30 €

Techniquement impeccable et luxueusement mise en page, cette publication appartient à un genre rare – celui d'une célébration en forme de bilan, par une Direction d'un grand ministère, des formes et des résultats de son action sur un parcours chronologique donné. Reposant en particulier sur des sources internes de toute nature propres à cette administration, l'ouvrage n'est certes pas « grand public » ; en revanche, il constitue un imposant recueil d'informations – souvent de première main ou fondées sur des témoignages oraux directs – propre à rendre de grands services aussi bien à des chercheurs qu'à des responsables ou gestionnaires appartenant à des horizons variés.

« Il a paru souhaitable », écrit le Directeur général des patrimoines, « de porter un regard rétrospectif et critique sur les grandes étapes du processus de reconnaissance » dont le patrimoine industriel et technique a fait l'objet dans notre pays (p.11). « Exercice de synthèse véritablement novatrice sur le sujet », écrivent Robert Belot et Pierre Lamard – ce qui prouve que le patrimoine industriel a atteint l'âge de mériter sa propre historiographie – le livre « nous incite à nous mobiliser pour des formes de patrimonialisation

intelligibles et efficaces » (p.13) : il vient donc à son heure, étant donné, en effet, les urgences. On tombera d'accord avec Denis Woronoff sur l'importance de la date de 1985, qui est celle de la constitution de la IVe section de la Commission nationale des monuments historiques, laquelle « a créé une dynamique incontestable dans la protection des bâtiments d'industrie » (p.15) ; pour qui a participé de nombreuses années aux travaux de cette section ainsi qu'à ceux de la COREPHAE de l'île de France, de tels organismes sont désormais les piliers dont ne saurait se passer la cause qui est chère au CILAC.

Pour autant, il est permis de ressentir un certain malaise à la lecture des pages 23 à 37, consacrées aux « prémices de la culture scientifique, technique et industrielle en France ». Il serait dommage que l'ouvrage, consacré à une histoire institutionnelle qui débute après 1980, laisse le lecteur sur l'impression que « les choses sérieuses » ont démarré alors seulement, après avoir rappelé d'une façon parfois sommaire quel était le « climat » des années précédentes. Si remarquable qu'ait été et que soit l'intervention de l'Etat, notamment, aux origines, sous la forme des contrats de recherche, il importe de mettre en relief la multiplicité des actions et l'efficacité des pressions qui en ont précédé le déclenchement. La variété des niveaux de l'appropriation du patrimoine industriel constitue l'un des meilleurs garants de sa pérennité.

Certes, il est rappelé implicitement que l'archéologie industrielle a été la mère (elle demeure aujourd'hui le soubassement) du patrimoine industriel comme notion et comme réalité matérielle ou immatérielle. Hommage est rendu à la figure de Maurice Dumas, qui est la figure fondatrice, et dont la curiosité personnelle lui avait permis de recueillir l'exemple de ce qui, au début des années 1970, avait déjà été accompli dans une Angleterre à laquelle le rattachaient des amitiés personnelles. Avant sa disparition prématurée, il avait souhaité passer le flambeau, d'une part au CILAC, mais d'autre part et avant tout au Centre de documentation d'histoire des techniques dont il avait été le créateur au CNAM, et dont l'héritage a été préservé, de Jacques Payen à André Guillaume – deux noms absents du texte de ce livre comme de ses annexes. Disons